

Une enquête révèle que plus d'un tiers des banques ont du mal à repérer les signes de traite des êtres humains dans leurs systèmes et à détecter les crimes de blanchiment d'argent

Londres, le 15 décembre 2020 --

Les conclusions d'une enquête publiée par BAE Systems Applied Intelligence suggèrent que les banques ne sont pas en mesure de faire face aux 22 crimes définis par la 6^e directive européenne sur le blanchiment d'argent, la traite des êtres humains étant l'un des problèmes les plus répandus.

Le rapport publié est l'étude combinée de deux enquêtes mondiales menées auprès de 452 personnes travaillant dans le domaine de la conformité ou de la gestion des risques dans le secteur des services financiers et de plus de 6 000 clients sur six marchés.

La traite des êtres humains : une menace bien réelle en 2020

Selon les Nations unies, on estime à 25 millions le nombre de victimes de la traite dans le monde, ce qui fait de ce crime l'un des délits de blanchiment d'argent les plus répandus dans le monde. Le problème ne cesse de s'aggraver, les banques et autres institutions financières ayant du mal à repérer et à faire cesser les délits dans le flux de leurs transactions. Selon les dernières recherches de BAE Systems, plus d'un tiers (36 %) des professionnels des services financiers ne sont pas sûrs de pouvoir déceler des signes de traite des êtres humains dans les transactions de leurs clients. En outre, 28 % ont déclaré que les crimes financiers conduisant à la traite des êtres humains leur causent déjà d'importantes pertes financières. Et, si l'on examine d'autres données récentes, le coût total prévu pour les institutions financières pour détecter les crimes financiers s'élève à 180,9 milliards de dollars dans le monde, 138,8 milliards de dollars en Europe.

En outre, plus d'un quart (26 %) des institutions financières admettent devoir signaler et enquêter sur les activités financières criminelles liées à la traite des êtres humains et près des trois quarts (75 %) ne sont pas confiantes dans leur capacité à identifier les signes de traite des êtres humains parmi les transactions.

Les clients prêts à quitter leur banque si celle-ci ne fait pas preuve d'une position éthique forte

Selon les consommateurs interrogés, le fait d'avoir une conscience éthique est la clé de la fidélité à la marque. Les trois quarts (75 %) des clients quitteraient leur banque ou leur institution financière si ces dernières ne faisaient pas preuve d'une approche proactive en matière de blanchiment d'argent ou de pratiques éthiques liées au blanchiment d'argent. 84 % des personnes interrogées dans le monde entier estiment qu'il est important que les banques fassent preuve de bonnes pratiques éthiques. Lorsque les institutions financières sont interrogées sur ce même sujet, près de la moitié (43 %) déclarent le blanchiment

d'argent aux organismes de réglementation car elles comprennent que les clients veulent savoir si leur banque est éthique.

"Le blanchiment d'argent est un défi qui va bien au-delà du risque financier et de la réputation des entreprises. Mais il est également entouré d'opacité," a commenté Peter Fisher, Financial Crimes Product Director chez BAE Systems. "En ce moment, les criminels se précipitent pour profiter de toutes les occasions d'exploiter les lacunes du système financier mondial. Ils recherchent les vulnérabilités des défenses du secteur - qu'elles soient environnementales, juridictionnelles ou technologiques - et c'est le rôle du professionnel de la conformité des institutions financières de combler ces lacunes autant que possible".

Combien de banques ont-elles mis en place une stratégie de lutte contre le blanchiment d'argent ?

La traite des êtres humains représentant une part si importante du défi global du blanchiment d'argent, un plus grand nombre d'institutions financières doivent envisager une meilleure stratégie de lutte contre le blanchiment d'argent pour aller de l'avant. Cependant, près d'un cinquième (19 %) des professionnels des institutions financières interrogés dans le monde n'ont toujours pas de stratégie en place pour lutter contre les crimes les plus odieux en matière de blanchiment d'argent. Il existe également un danger très réel et actuel, qui est que la crise Covid-19 fasse obstacle et constitue un revers majeur. Trois personnes sur quatre (72 %) ont répondu que la crise Covid-19 a eu un impact sur leur approche pour suivre et arrêter le blanchiment d'argent et a considérablement réduit leur capacité à dépenser à court terme. 43% des banques et des assureurs ont également déclaré avoir besoin d'une meilleure technologie dans le cadre de leur stratégie quinquennale de lutte contre le blanchiment d'argent.

CONTACT PRESSE

Nick Haigh

Head of Global External Communications

+ 44 (0) 7525 390982

nick.haigh@baesystems.com